

## Burundi : le FIDH dresse un bilan macabre de la crise dans le pays

RFI, 15-11-2016 Au Burundi, c'est un rapport-fleuve qui paraît ce mardi 15 novembre. La Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et son partenaire burundais la ligue Iteka présentent à Paris un rapport intitulé « Répression aux dynamiques génocidaires ». Sur deux cents pages, les organisations détaillent de manière presque exhaustive la chronologie de la crise burundaise depuis les premières manifestations pacifiques contre le troisième mandat du président Nkurunziza en avril 2015. En s'appuyant sur la somme des rapports des Nations unies et des ONG, mais surtout sur de nombreux témoignages, elles dressent le bilan macabre d'un an et demi de répression. Dans un Etat qui a pris un virage « totalitaire » et installé un « système de surveillance massif », selon le rapport, le plus précieux sont ces témoignages souvent recueillis dans la clandestinité. A travers ces voix, la Fidh dresse un bilan : plus de 1 000 morts en un an et demi de répression. « Je suis allé dans mon salon, et j'ai attendu quelqu'un », raconte un habitant de la capitale. Un survivant raconte la torture généralisée : « Du sang a coulé de paupières, des yeux, de la bouche, du sexe. Ils ont cru que j'étais mort et m'ont laissé là ». Une terreur qui ne connaît pas de frontières : près de 310 000 personnes ont été forcées à fuir comme cette exilée qui dit recevoir des appels anonymes : « Ils me disent : on va vous mettre là où les autres sont allés ». Quant aux arrestations, « nous avons arrêté des centaines », souffle l'un des derniers observateurs sur le terrain. Des centaines de personnes sont portées disparues. « Les enfants me demandent où est papa », témoigne la femme d'un opposant. Les responsables sont désignés, les institutions internationales exhortées à agir. Mais alors que la diplomatie cherche à renouer le dialogue et que Bujumbura coupe les ponts avec la communauté internationale, l'espoir d'une sortie de crise s'éloigne chaque jour. Willy Nyamitwe : « C'est des rapports qui sont tendancieux, ce n'est pas au service de la paix que ces rapports sont pondus. Mais ces rapports sont pondus tout simplement pour concrétiser ce qui a échoué en 2015, à savoir la stabilisation du pays par le renversement des institutions démocratiquement élues ».